

François Hollande, de Tulle à Paris, ou le journal de bord d'un député qui rêve de redevenir président : « Si j'arrive à dégager une force autour de moi... »

Grégoire Biseau

De retour sur les bancs de l'Assemblée nationale, l'ancien chef de l'Etat, au bilan pourtant sévèrement critiqué à gauche, a adopté, au sein du groupe socialiste, la posture du vieux sage pas toujours au-dessus de la mêlée. A 70 ans, l'élus de Corrèze court les séances de dédicaces de son nouveau livre, et s'active, en vue du véritable retour dont il rêve, en 2027.

Pour être certaine d'être la première à passer, elle attend depuis une heure, debout, appuyée sur sa canne, son petit chien en laisse. Derrière elle, une longue file disciplinée serpente au milieu des rayonnages de livres jusqu'à déborder sur la Grand-Place de Lille. Ce mardi 15 octobre, la librairie Le Furet du Nord accueille un ancien président venu dédicacer son nouveau livre, *Le Défi de gouverner*. La gauche et le pouvoir de l'affaire Dreyfus à nos jours (Perrin, 2024). La dame s'avance et laisse éclater un immense sourire : « Vous nous avez beaucoup manqué, Monsieur Hollande. » Et, montrant son chien : « Je vous présente Roméo. » « C'est très important, les chiens », répond-il. Elle : « Oui, il me fait beaucoup de bien. » Lui : « Si j'avais su, je serais venu avec Philae [son labrador]. » Il lui tend son exemplaire, signe qu'il est temps maintenant de céder sa place.

Tous sont venus pour approcher une curiosité : un ancien président redevenu député (seul Valéry Giscard d'Estaing avait opéré cette reconversion). Certains viennent lui dire leur admiration, arracher un selfie ou, plus prosaïquement, déposer un CV. « J'ai une histoire avec vous », « vous êtes très important pour moi », « vous m'avez donné envie de m'engager »...

Dans le cortège, une majorité d'étudiants et, surtout, d'étudiantes. Ces deux-là demandent à l'ex-chef de l'Etat d'enregistrer une petite vidéo à destination de leur professeur de philosophie, pour s'excuser d'avoir séché son cours. Il s'exécute avec gourmandise. « Louanne et Solenn s'excusent de ne pas être avec vous car elles sont avec moi. » Une jeune femme timide s'avance : « Mon père travaillait dans la sidérurgie et je n'ai jamais eu la réponse à pourquoi il a perdu son travail. J'ai pensé que vous pourriez m'aider. » Et voilà l'ex obligé de revenir, une fois encore, sur la fermeture des hauts-fourneaux de Florange (Moselle), qui avait provoqué, en novembre 2012, la première crise gouvernementale de son quinquennat.

Certains sont là aussi pour lui dire qu'ils espèrent bien pouvoir voter pour lui à la prochaine présidentielle. « Vous serez là en 2027 ? », demande un étudiant en science politique. Lui : « S'il y a une possibilité... Ce qui est sûr, c'est qu'il faut gagner... Alors si j'arrive à dégager une force autour de moi... » Il clôt chaque rencontre par « à bientôt », comme une promesse. Dans la voiture qui le ramène à la gare de Lille, il fait mine de s'étonner de ce retour de hype auprès des jeunes : « C'est peut-être parce que j'ai été le président de leur enfance... » Alors pourquoi ne pas tenter de devenir leur président en 2027 ?

Le plus impopulaire de la Ve République

Depuis qu'il a été réélu député de la 1^{re} circonscription de Corrèze à la faveur d'une dissolution surprise, François Hollande, qui a fêté ses 70 ans cet été, court partout, tout le temps. Comme si la sortie de son livre était le prétexte idéal pour repartir dans une campagne qui ne dit pas son nom.

L'ex-premier secrétaire du Parti socialiste (PS) est-il en train de semer des graines en vue de 2027 ou, plus simplement, de respirer les effluves d'un petit retour en grâce ? Lui, le président normal, longtemps conquis, semble s'être transformé d'un coup en un personnage rassurant et bienveillant dans un paysage politique dévasté et violent. Une sorte de doudou régressif.

Ce président, qui a été le plus impopulaire de la Ve République, a retrouvé quelques faveurs auprès des Français. Mais l'hypothèse de son retour aux affaires reste clivante, y compris au sein de sa famille politique, encore traumatisée par un quinquennat qui s'est terminé dans le bruit (des frondeurs), la fureur (des manifestants contre la loi « travail ») et l'amertume (d'une partie de ses électeurs). De Tulle à Paris en passant par Lille et Créteil, journal de bord d'un député pas tout à fait normal.

Mardi 9 juillet

« On dit quoi ? Monsieur le président, Monsieur le député, Monsieur le député-président ? » Devant le perron de l'Assemblée nationale, dans une cohue de rentrée des classes, le photographe qui interpelle François Hollande cherche à attirer son attention. Tout heureux de l'effervescence qui règne autour de sa personne, l'élu de Corrèze prend place au milieu de ses nouveaux collègues socialistes, au premier rang. Comme s'il était leur patron. Quelques minutes auparavant, Olivier Faure, le premier secrétaire du PS, était venu lui donner une chaleureuse accolade, en guise de bienvenue. Les deux hommes entretiennent pourtant des relations exécrables. François Hollande n'a pas digéré le mot « trahison » prononcé par Olivier Faure en 2019 en évoquant le projet de déchéance de nationalité et la fameuse loi « travail », qui avaient tant divisé la gauche pendant son quinquennat.

Mais aujourd'hui, le moment mérite de mettre entre parenthèses les vieilles rancœurs : moribond il y a encore quelques mois, le PS a retrouvé des couleurs, réussissant à faire élire soixante-six de ses candidats grâce à sa stratégie d'union de la gauche au sein du Nouveau Front populaire (NFP). Soit seulement cinq députés de moins que La France insoumise (LFI), l'allié à la fois incontournable et radioactif. Une alliance que l'ancien président n'avait jusqu'à présent jamais cessé de critiquer. Mais la politique a souvent des positions à géométrie variable : François Hollande sait très bien que sans cette union de la gauche, il aurait été battu. Alors, il prend le temps de savourer ce retour au milieu des siens. Et, signe que les éléments sont avec lui, il se met à pleuvoir.

Quelques minutes plus tard, les députés socialistes se regroupent dans la salle Victor-Hugo du Palais-Bourbon pour discuter de la situation politique inédite. Avec une majorité introuvable à l'Assemblée nationale, Emmanuel Macron a décidé de ne pas choisir de premier ministre.

Ce matin, Olivier Faure a fait publiquement une offre de services pour Matignon. La discussion s'engage et, très vite, François Hollande demande la parole. « Si on doit présenter un candidat, ça doit être Olivier. C'est le jeu normal des institutions que le premier secrétaire de notre parti soit candidat au poste de premier ministre. » Grand silence approbateur et

presque émerveillé. Non seulement François Hollande est devenu unioniste, mais il s'affiche comme le premier soutien d'Olivier Faure.

Mercredi 17 juillet

Boris Vallaud, le président du groupe PS à l'Assemblée nationale, a un problème. Un petit problème, mais qu'il doit régler très vite : il ne parvient pas à tutoyer François Hollande. C'est plus fort que lui, c'est son côté bon élève (il a fait l'ENA). Pourtant, c'est la règle chez les socialistes, on se tutoie et on s'appelle par son prénom. Sauf que Boris Vallaud vouvoie François Hollande depuis qu'il le connaît. Après un passage au cabinet d'Arnaud Montebourg, alors ministre du redressement productif, le mari de Najat Vallaud-Belkacem rejoint l'Elysée en novembre 2014, au poste de secrétaire général adjoint, en remplacement d'un certain Emmanuel Macron. Pendant deux ans et demi, François Hollande a été son patron. Aujourd'hui, les rôles sont inversés.

Boris Vallaud avait quitté l'Elysée en 2017, très en colère à cause de la tournure prise par la fin du quinquennat, mais lui s'était gardé de le dire trop fort. Quand il a appris que l'ex-président allait se présenter en Corrèze, l'élu des Landes a immédiatement pensé, comme l'écrasante majorité des socialistes, que ce come-back était une bonne nouvelle car il crédibilisait le NFP. Pour autant, le « cas Hollande » reste difficile à gérer pour lui. Car il devine que l'ancien président n'est pas là pour faire de la figuration.

Jeudi 18 juillet

C'est la première fois depuis 2012 que François Hollande siège dans l'hémicycle de l'Assemblée nationale. Pour cette séance inaugurale, les députés sont installés par ordre alphabétique. Le hasard a bien fait les choses : il l'a placé à côté de Sacha Houlié, le député Renaissance en rupture de ban. L'ancien président de la commission des lois, créateur des Jeunes avec Macron en 2016, a longtemps incarné l'aile gauche de la Macronie. Mais depuis la loi « immigration » de Gérald Darmanin, votée en janvier 2024, et la dissolution, la rupture est consommée avec le chef de l'Etat.

La veille, le député de la Vienne a envoyé un SMS à François Hollande pour lui dire qu'il se réjouissait de se retrouver à ses côtés. Le duo évoque leurs campagnes respectives. Et, surprise pour Houlié, Hollande se met à vanter la mobilisation des militants LFI dans sa campagne. « Des gens vraiment bien, pas des excités », dit-il.

Sacha Houlié lui parle de son projet de regrouper des députés sociaux-démocrates qui ne se reconnaissent plus dans l'option droitière de Renaissance. Voilà une force d'appoint qui pourrait élargir la majorité très relative de la gauche si elle devait gouverner, se dit Hollande. Ils se promettent de se revoir très vite.

Lundi 2 septembre

La cote d'amour de François Hollande au sein du groupe des députés est à son sommet. L'élu de Corrèze n'a pas besoin de forcer sa nature pour se montrer sympathique, drôle et disponible. Certes, il prend systématiquement la parole, pour un développement souvent trop long. Mais, de l'aveu de tous les parlementaires, c'est à chaque fois « intéressant ».

Hollande n'est jamais aussi bon que dans l'analyse stratégique d'une situation politique. Qui plus est dans une période où tous les repères ont explosé. « On ne peut pas se passer d'un tel talent. C'est une chance pour nous », s'enthousiasme Emmanuel Grégoire, l'ancien premier adjoint d'Anne Hidalgo, devenu député de la capitale et candidat à la Mairie de Paris.

Jeune élu du Calvados proche d'Olivier Faure, qui avait en son temps manifesté contre la loi « travail », Arthur Delaporte est bien obligé de reconnaître que « Hollande donne l'impression de vouloir rassembler. Il provoque la sympathie en jouant au vieux sage aguerri ».

L'ancien chef de l'Etat aime aussi distribuer des conseils et des avis à la nouvelle génération. Un jour, il suggère à Philippe Brun – un jeune énarque qui a été élu de justesse dans l'Eure alors que les autres circonscriptions du département ont été gagnées par des candidats du Rassemblement national (RN) –, de se présenter aux municipales de 2026 à la mairie de Louviers. Lui aussi reconnaît qu'il a « détesté » le Hollande président de 2016. Mais, là, il le trouve à sa juste place. « Quand il parle, tout le monde l'écoute. Il n'abuse pas de son pouvoir. Il joue au milieu du terrain, c'est là qu'il est le meilleur. »

Mardi 3 septembre

Ce matin, l'ambiance est électrique dans la salle Lamartine de l'Assemblée nationale. La veille, Olivier Faure et Boris Vallaud ont été reçus à l'Elysée pour évoquer une possible nomination de Bernard Cazeneuve à Matignon.

Ils viennent rendre compte de leur entrevue. Le sujet est susceptible de faire exploser le groupe : l'aile réformiste du PS (la plus hostile à une alliance à LFI) souhaite un soutien franc et massif des socialistes à la candidature de celui qui a été premier ministre de François Hollande (2016-2017), tandis que les partisans d'Olivier Faure redoutent qu'elle ne fracture le NFP, qui soutient officiellement la candidature de Lucie Castets. Le premier secrétaire explique qu'Emmanuel Macron n'a, de toute façon, aucune intention de nommer Bernard Cazeneuve. François Hollande partage son analyse. Les deux ennemis sont étrangement sur la même ligne et seront soupçonnés d'avoir, chacun de son côté, savonné la planche de l'ancien chef du gouvernement.

Mais pour ne pas donner l'impression qu'il lâche son ami, François Hollande prend la parole pour condamner les huées lancées lors de l'université d'été du PS à Blois, à l'évocation d'une nomination de Bernard Cazeneuve à Matignon. « On a laissé la salle siffler, c'est inadmissible », s'insurge-t-il. Dans son viseur, Olivier Faure, présent sur l'estrade au moment de la bronca. Le premier secrétaire doit alors se justifier.

C'est la première fois que François Hollande décoche une flèche en public. En quittant la réunion, l'ex-frondeur Laurent Baumel glisse à Olivier Faure : « J'ai l'impression que François a quitté son piédestal pour aller dans le “fight” [combat]. Il va falloir faire attention. »

Lundi 30 septembre

C'est le jour officiel de la rentrée des classes. Pour l'occasion, tous les députés et les sénateurs socialistes se retrouvent dans la grande salle Victor-Hugo du Palais-Bourbon. Comme par réflexe, l'ex-frondeur Jérôme Guedj s'assoit à la place qu'il occupait au début du quinquennat Hollande, quand il fustigeait le CICE (crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi), ce

plan de 20 milliards d'euros de baisses de charges en faveur des entreprises décidé en décembre 2012. Dans la perspective du débat budgétaire qui s'annonce tendu, Boris Vallaud et Olivier Faure ont fait venir l'économiste Anne-Laure Delattre, chargée de recherche au CNRS et ancienne membre du Conseil d'analyse économique ; une néokeynésienne qui taille en pièces le bilan de la politique de l'offre défendue par Emmanuel Macron, avec ses baisses d'impôts tous azimuts.

L'ancien président demande la parole. Il marche sur des œufs : le voilà contraint d'expliquer pourquoi ce qui était bon hier (sa politique d'allègement des charges en faveur des entreprises) ne l'est plus nécessairement aujourd'hui. Il part dans un long déroulé d'une dizaine de minutes pour défendre sa politique de l'offre qui, « à l'époque, dit-il, était indispensable pour restaurer les marges des entreprises ».

A l'écouter défendre son bilan, Laurent Baumel fulmine. « Je préfère m'en aller plutôt que d'entendre ça », lâche-t-il à son voisin. Chargé du projet de loi de financement de la Sécurité sociale, le député de l'Essonne Jérôme Guedj monte à la tribune et enfonce le clou. « Excuse-moi, François, mais dans l'Hémicycle, on va défendre la fin des allègements de cotisations sociales, qui étaient dans la continuité de ton CICE. Car cette politique a montré ses limites. » C'est affirmé sans acrimonie et personne ne conteste. Boris Vallaud se dit juste qu'il va falloir penser à limiter le temps de parole à deux minutes, car François Hollande prend de plus en plus ses aises.

Mardi 1er octobre

Le grand jour est arrivé : celui de la déclaration de politique générale du nouveau chef de gouvernement, Michel Barnier. Pour la première fois, le député Hollande s'installe à sa place, la 424. En guise de faveur accordée à un ancien président, Boris Vallaud lui a demandé où il voulait être assis et à côté de qui. Sans surprise, François Hollande s'est choisi une place stratégique. Il est sur la même rangée que le président du groupe socialiste et juste au-dessus d'Olivier Faure, sur qui il peut garder un œil. A sa gauche, Ayda Hadizadeh, la députée du Val-d'Oise, elle aussi dans l'opposition à la direction actuelle du PS, et à sa droite, Aurélien Rousseau.

Hollande aime beaucoup le député de la 7e circonscription des Yvelines, fils de communistes du Gard, qui a commencé sa carrière comme professeur d'histoire et qu'il connaît depuis qu'il a été directeur de cabinet de Manuel Valls, à Matignon. Il est énarque, drôle, sympathique, brillant, avec une petite tendance à l'embonpoint, et surtout convaincu qu'une politique de l'offre peut parfaitement être de gauche. Bref, un Hollande bis, avec un accent du Sud.

En étant directeur de cabinet d'Elisabeth Borne, il est devenu l'un des instigateurs de la réforme des retraites, qui a pourtant soudé toute la gauche contre elle. Puis, ministre de la santé, il a finalement claqué la porte du gouvernement à l'occasion de la loi « immigration », avant de se faire élire député, sous les couleurs de Place publique, le mouvement de Raphaël Glucksmann. « C'est Hollande qui m'a poussé à devenir député, se souvient Aurélien Rousseau. Juste avant qu'il se déclare candidat en Corrèze, il m'a appelé pour me dire qu'il fallait y aller à plusieurs pour faire bouger la gauche. » Sous-entendu, pour replacer le centre de gravité du PS vers le centre gauche.

Michel Barnier monte à la tribune. Il est 15 heures et le ton monocorde du premier ministre se met à ronronner comme une climatisation mal réglée. 15 h 35, François Hollande consulte

ses mails sur son téléphone. 15 h 57 : il lance sa première vanne. Les larges épaules d'Aurélien Rousseau se soulèvent, secouées par les rires.

Jeudi 3 octobre

Après avoir partagé un cassoulet à Bram, entre Castelnaudary et Carcassonne, dans l'Aude, avec Raphaël Glucksmann et le maire de Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis) Karim Bouamrane, à l'invitation de la présidente de la région Occitanie, Carole Delga, François Hollande retrouve les mêmes, quatre jours plus tard, assis en rang d'oignons, au stade Bauer de Saint-Ouen. Cette fois, c'est Karim Bouamrane, nouvelle coqueluche du PS, inconnu du grand public il y a encore deux mois et dont le nom a circulé tout l'été pour Matignon, qui invite. Le lendemain, ce sera au tour de Raphaël Glucksmann de rassembler son mouvement.

Toute cette agitation de la gauche sociale-démocrate, hostile à l'alliance avec LFI, inquiète et rassure à la fois l'ancien chef de l'Etat. Elle l'inquiète car cela fait beaucoup d'ambitions pour un même espace politique. Mais elle le rassure car, ce soir, il n'a rien entendu de bouleversant. « C'était quand même très creux tout cela », glissera-t-il à plusieurs de ses amis. Hollande pense qu'il a encore de l'avance, mais qu'il va lui falloir très vite réaffirmer qu'il est le patron de cette gauche-là.

Lundi 7 octobre

L'heure est à l'unité : demain, Olivier Faure va défendre, au nom du NFP, la motion de censure contre le gouvernement Barnier. Et pourtant, c'est aujourd'hui que François Hollande lance son offensive. Juste avant de partir à la soirée du Conseil représentatif des institutions juives de France en hommage aux victimes de l'attaque du 7 octobre 2023, il est sur La Chaîne parlementaire. Il appelle à la création d'une « grande force socialiste et sociale-démocrate, afin de se préparer à l'échéance de 2027 », avec « la tenue d'un congrès du PS au début de l'année prochaine », et exige « le remplacement d'Olivier Faure ». C'est l'embrasement immédiat chez les socialistes. Le premier secrétaire réplique sur X : « Hollande divise là où je rassemble. » La guerre est déclarée.

Mercredi 9 octobre

Quand il entre dans la salle de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, dont il fait partie, François Hollande s'aperçoit que la dernière place disponible est à côté du premier secrétaire. La température est glaciale. Alors, pour détendre l'atmosphère, la députée écologiste du Doubs Dominique Voynet se saisit de son portable pour prendre les frères ennemis en photo. Ils ne peuvent plus faire marche arrière.

Hollande se lance : « Ce n'est pas vouloir la division que de vouloir convoquer un congrès. » Faure, bravache : « De toute façon, ce n'est pas un problème, car je vais le gagner. » Hollande, qui aime distribuer des coups mais déteste le conflit ouvert, tente d'arrondir les angles : « Et puis, mon initiative, ce n'est pas dirigé contre toi. »

Il faut dire que la totalité des députés a très mal pris sa sortie. Ils n'ont aimé ni la forme ni le fond. La veille, lors d'une réunion de son courant à la questure du Sénat, François Hollande a réalisé qu'il n'était même pas suivi par l'ensemble des députés se situant dans l'opposition à l'actuelle direction du PS.

Le jeune député du Val-d'Oise Romain Eskenazi ose prendre la parole : « François, je n'étais pas frondeur à ton époque, ce n'est pas pour le devenir aujourd'hui. Je considère que taper sur notre chef, c'est taper sur notre famille. » Même sa voisine d'Hémicycle, Ayda Hadizadeh l'a mis en garde. « On n'est pas prêts. Avant de s'adresser aux Français, il faut bosser un projet. » François Hollande doit se rendre à l'évidence : son coup d'Etat a échoué.

Mardi 15 octobre

Dans la voiture qui le mène de la gare à Sciences Po Lille, où il doit donner une conférence, François Hollande sort son portable de sa poche. Un SMS du préfet lui annonce que des étudiants lui réservent un comité d'accueil glacial, avec cette pancarte : « Hollande n'est pas un camarade. » Comme annoncé, une petite cinquantaine de personnes, sous des drapeaux palestiniens, crie : « Hollande, casse-toi. » L'ancien président allonge la foulée et entre dans un amphi de 270 places plein comme un œuf.

Première question : « La gauche est-elle amenée à décevoir ses électeurs quand elle est au pouvoir ? » Réponse : « D'une certaine façon, oui. Car la gauche crée de l'espoir et de l'attente. On n'attend rien de la droite, donc on n'est jamais déçu. Et puis la gauche arrive toujours au pouvoir quand cela va très mal. » Question : « Sur une échelle de 1 à 10, comment évaluez-vous l'influence de [Jean-Luc] Mélenchon ? » Réponse : « Sa ligne ne peut pas gagner. Donc il ne peut pas avoir plus que la moyenne. La bonne influence, c'est celle qui permet de gagner. Je mettrais donc 5. » Question : « Pourquoi ne défendez-vous pas une candidature unique de la gauche en 2027 ? » Réponse : « Comme Mélenchon sera candidat et qu'il ne peut pas gagner, il faut bien que le Parti socialiste présente un candidat. » Avant de quitter la salle sous les acclamations et une salve de selfies, il lance : « Je vous donne rendez-vous en 2027. »

Jeudi 17 octobre

« On a vu un peu grand, non ? », se demande le maire socialiste Laurent Cathala, quand il entre dans la salle des fêtes de la maison des combattants de Créteil (Val-de-Marne). Sur le buffet, une centaine de verres et de coupes à champagne sont disposés sur une nappe rouge impeccable. Mais ce soir, ils sont à peine une petite vingtaine, dont une bonne partie de l'équipe municipale et beaucoup de cheveux gris. Avec une demi-heure de retard, François Hollande débarque d'une séance de signature en librairie. « On a fait au moins cent livres », lâche l'un de ses gardes du corps (ils sont deux équipes de cinq à se relayer chaque semaine), comme s'il touchait un pourcentage sur les ventes.

François Hollande embrasse tout le monde sur les deux joues. Séverine Perreau, conseillère municipale depuis 2001, s'avance vers lui : « Je suis en colère », dit-elle avec un immense sourire. « En 2019, j'étais venue vous voir lors d'une dédicace et vous m'aviez promis que vous seriez candidat en 2022. » Lui la regarde avec malice : « C'est que j'attendais d'avoir un âge canonique pour me déclarer. » L'assistance rigole sans savoir s'il y a dans cette saillie autre chose que du second degré. Séverine veut y croire. « Il est comme un chanteur qui commence sa tournée par des petites salles. »

Dimanche 27 octobre

Quand elle reçoit l'alerte du Figaro, Sybil Gerbaud sait déjà ce qu'elle va lire. Une petite info qui risque de faire des dégâts. Le journal conservateur a fait les comptes : depuis qu'il est élu,

le député Hollande n'a participé qu'à un seul vote en séance, contre une petite centaine pour Mathilde Panot, la patronne des députés « insoumis ». La conseillère en communication de François Hollande a bien expliqué que c'était pour tenir des engagements pris longtemps à l'avance, et notamment des séances de signature pour la sortie de son livre, mais le mal est fait.

Mercredi 30 octobre

En deux jours, François Hollande s'est rattrapé : il a voté seize fois. Avec l'ensemble de la gauche, il a notamment voté l'annulation d'une petite partie des allègements de cotisations sociale défendue par Jérôme Guedj. Ceux-là mêmes qu'il avait initiés avec son CICE. Comme si le député d'aujourd'hui avait voté contre le président d'hier. Il aurait pu en faire un acte politique, sur le mode « vous voyez que j'ai changé ». Il n'en fera aucune publicité.

Pire, une semaine plus tard, il commet une boulette. Pour fêter la fin des débats sur le budget de la Sécurité sociale, le député de l'Essonne organise un pot à la buvette de l'Assemblée nationale. Une photo est postée sur la boucle WhatsApp du groupe socialiste. Se trompant de destinataire, Hollande écrit avec ironie : « Les socialistes sabrent le champagne pour leur performance parlementaire », moquant leur faible influence sur les débats. Plusieurs députés sont furieux.

Jeudi 7 novembre

Ce matin, le bureau du député François Hollande s'est transformé en studio d'enregistrement. Depuis plusieurs semaines, le Corrèzien travaillait à la réalisation d'un podcast intitulé « Un président devrait écouter ça », en référence au livre d'entretien des journalistes du Monde, Gérard Davet et Fabrice Lhomme, publié à la fin de son quinquennat, qui lui avait fait tant de mal (Un président ne devrait pas dire ça, Stock). Il a d'abord trouvé le titre trop ironique, puis s'est laissé convaincre par Sybil Gerbaud.

Pour son premier épisode, il a décidé de rebondir sur l'élection de Donald Trump en invitant Amy Greene, une chercheuse franco-américaine, autrice de L'Amérique face à ses fractures (Tallandier, 2024). L'idée, c'est que François Hollande fasse, pour une fois, l'intervieweur. « En quoi Elon Musk a-t-il été déterminant dans cette campagne ? » « Et si Kamala Harris avait fait une campagne à gauche, aurait-elle gagné ? » Mais c'est un journaliste pas comme les autres, puisqu'il prend bien soin de rappeler qu'il a « connu Trump au début de son mandat ».

Vendredi 8 novembre

« Tu es quand même rudement bien placé. » Le regard à la fenêtre, Bernard Combes, le maire de Tulle, l'ami et le fidèle, prend la mesure de la vue qui s'offre à eux depuis le premier étage de cet immeuble cossu du quai Alfred-de-Chammard, à Tulle. Ancien siège de la chambre de commerce et d'industrie, c'est devenu la permanence de François Hollande, un député dont la circonscription couvre les deux tiers du département et comprend 190 communes rurales et 100 000 habitants. Sous ses moulures et sa hauteur sous plafond, trois collaborateurs reçoivent chaque jour près de 200 mails et une dizaine de lettres manuscrites. Des mots d'encouragement, des demandes d'entretien et des bouteilles à la mer. On écrit au député, mais surtout à l'ancien président, de retour, presque chaque fin de semaine dans ce fief qu'il n'a jamais vraiment quitté.

Avec son épouse Julie Gayet, ils ont acheté en 2018 une maison sur les hauteurs de la ville, sans prévoir qu'ils y dormiraient aussi souvent. Ses équipes ont pour consigne de « bourrer » l'agenda de ses journées corréziennes, comme on remplit le coffre d'une voiture pour un départ en vacances. Peu important les kilomètres, les rendez-vous s'enchaînent de 8 heures à 22 heures, et tant pis si c'est la certitude d'être en retard à chacun d'eux.

Après une matinée à recevoir le cortège traditionnel des doléances, il file à Brive pour deux heures de dédicaces à la Foire du livre ; retour à Tulle pour une remise de diplômes du brevet des collèges au Musée de l'accordéon ; dégustation de vin chez un grossiste ; détour par Allasac, une commune de 4 000 habitants qui a voté à presque 40 % pour le RN aux dernières législatives ; retour à Tulle pour un discours lors d'un colloque sur Jacques Delors, devant à peine trente personnes ; enfin, vite, vite, nouveau départ vers Brive à 22 heures, pour la seconde mi-temps du match de rugby contre Colomiers.

A chaque fois, le cérémonial est le même : dès que sa voiture de fonction d'ex-président s'arrête, Hollande sort de sa boîte et fonce droit devant lui, serre des mains, distribue des accolades, embrasse des dames et se prête à tous les selfies.

Bernard Combes, tel un éleveur de chevaux de course, regarde l'animal politique : « Il est affûté comme jamais. Ça lui fait beaucoup de bien de revenir sur le terrain, d'être en prise avec les problèmes des Français. Il faut se tenir prêt. » Il fait une pause et prend sa respiration : « Mais le moment n'est pas encore venu. Avant cela, il faudra bien que François explique pourquoi ce qu'il a fait a déçu. Or, aujourd'hui, il n'est pas encore dans la situation psychologique de le faire. »

Mardi 12 novembre

Il faut « se tenir prêt », puisque tout peut basculer du jour au lendemain. François Hollande est convaincu qu'il va falloir voter, mi-décembre, la motion de censure qui suivra l'indispensable 49.3 pour faire adopter le budget. Quitte à faire tomber le gouvernement Barnier si le RN décide de la voter de son côté. Et donc partir à la recherche d'une nouvelle majorité.

C'est pour cela qu'il reçoit aujourd'hui Sacha Houlié, dans ses bureaux d'ancien chef de l'État de la rue de Rivoli. Le député (ex-Renaissance) de la Vienne est venu lui assurer que son petit groupe d'élus serait la porte d'entrée à l'Assemblée nationale d'une gauche sociale-démocrate orpheline, qui ne se reconnaît pas dans l'actuel PS.

Dans son quartier général, où Philae se balade en toute liberté, Hollande consulte en permanence. Des politiques, des amis, des compagnons de route et quelques intellos. « On est souvent deux ou trois à patienter dans le salon d'entrée », sourit Gaspard Gantzer, son ancien communicant, qui continue à lui donner (gracieusement) des conseils. Il y voit la force d'attraction encore intacte de son ex-patron. Hollande jure n'avoir ni cabinet secret ni groupe d'experts qui moulinerait en coulisses un début de programme. Le Hollande d'hier n'a finalement pas vraiment changé. Il avance avec le même logiciel. L'appareil d'abord, puisque c'est du PS, pense-t-il, que partira la reconquête. Et quand on lui demande qui il voit à la place d'Olivier Faure, il sourit : « Quelqu'un qui me ressemble, mais en plus jeune. »